

ONE FOREST SUMMIT

faits-dj.union@sonapresse.com

Alexis Lamék, ambassadeur de France au Gabon : " La France est engagée aux côtés du Gabon pour protéger ces puits de biodiversité "

Propos recueillis par :
Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'UNION. Qu'est ce qui justifie le choix du Bassin du Congo ?

Alexis Lamék : La forêt du Bassin du Congo est le 2e poumon vert du monde après l'Amazonie. Elle stocke du carbone essentiel à l'humanité pour rester sous la barre des 2 °C de réchauffement. Sa préservation est donc un enjeu mondial. La France est engagée aux côtés du Gabon et des pays à haut couvert forestier pour protéger ces puits de biodiversité à travers des partenariats bilatéraux et internationaux. Tenir un sommet pour sauver les forêts tropicales au cœur du Bassin du Congo permettra de valoriser l'apport des forêts africaines qui sont celles qui séquestrent le plus de carbone.

Que peuvent en attendre les populations, en termes de retombées ?

Ce sommet permettra de renforcer les connaissances scientifiques de la forêt du Bassin du Congo, mais également de créer de nouveaux débouchés économiques pour les forêts gabonaises. En effet, de nombreux chefs d'entreprise seront rassemblés lors du "One Forest Business Forum" afin de mettre en place de nouvelles filières d'exploitation durables des forêts. C'est ce qui va créer de l'emploi, des débouchés et des retombées économiques pour les pays forestiers comme le Gabon. Le sommet sera également l'occasion d'avancer sur la valeur des services écosystémiques rendus



par les forêts et sur les crédits carbone à haute valeur environnementale comme ceux du Gabon. C'est ainsi que le Gabon et les populations gabonaises auront un juste retour sur les services que rendent au monde leurs forêts.

Quel message la France veut-elle envoyer au continent africain au moment où l'équilibre mondial est menacé par la crise en Ukraine ?

Le "One Forest Summit" rassemblera des dirigeants, des acteurs de la société civile, des chefs d'entreprise et des chercheurs de toutes les régions du monde. Ce sommet sera l'occasion pour les décideurs de se rassembler autour d'un enjeu crucial : préserver la forêt et s'engager collectivement dans la préservation de ces zones essentielles pour l'humanité et pour la paix dans le monde.

Marc Ona Essangui : "Il y a beaucoup de business climatique sans réelles solutions"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

"J'AI bien peur que ce sommet ne soit qu'un sommet de trop. Car, comme toutes les autres grandes-messes climatiques, il ne devrait y avoir aucun impact réel sur la problématique

des changements climatiques. Je constate, pour le regretter, que ce genre de rencontres ne profite, en réalité, qu'aux lobbyistes et à certains grands lobbies.

Car pourquoi les engagements pris à chaque sommet ne sont généralement pas suivis d'effet ? Est-ce que ces rencontres visent réellement à trouver des solutions aux chan-

Nicaise Moulombi : " De ce sommet, nous attendons un accord politique sur le carbone entre le Gabon et la France"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

"J'ESPÈRE vivement que ce sommet permettra à notre pays de signer avec la France un accord politique portant sur son crédit carbone, avec un carbone à 200 ou 300 euros. Les sommes ainsi récoltées devraient permettre de dynamiser le développement dans les zones impactées par la conservation de l'environnement. Car, pour les populations, celle-ci se traduit par une réduction des ressources. La France devrait donc encourager ses entreprises à acheter ce crédit carbone à meilleur prix.

"En tout cas, la protection de l'environnement devrait permettre de sortir les populations de la pauvreté. À travers la captation du crédit carbone, nous pouvons aller vers un développement plus juste et harmonieux. Il revient donc à nos États d'être plus transparents en associant, autant que possible, tous les acteurs impliqués dans la conservation de la biodiversité. Pour autant, en même temps, il faudrait mettre un terme à ce que j'appelle l'hypocrisie climatique internationale. Car d'un côté, on met la pression sur les États du Bassin du Congo sous prétexte de la préservation de l'environnement. Et de l'autre, il n'y a aucune réaction lorsque certaines nations ont recours au charbon ou au gaz de schiste alors que l'utilisation

de ces énergies polluantes au plus haut point est proscrite.

"De même, la directive du Parlement européen interdisant l'utilisation sur son sol des produits issus d'essences forestières du Bassin du Congo est critiquable à mes yeux. D'autant plus qu'avec leurs partenaires, ces pays n'ont pas encore déterminé le niveau de déforestation.

Ceci pour vous dire que nos nations doivent tirer profit de leurs richesses. Notamment du gaz naturel, s'agissant du Gabon."



Président de l'ONG Croissance Saine Environnement.

gements climatiques ? Les sommes engoulties pour leur organisation pourraient servir à venir à bout des effets préjudiciables des changements climatiques dans certaines régions du monde, notamment en Afrique où les populations sont très vulnérables. Ceci pour vous dire qu'il ne devrait y avoir aucune retombée véritable pour les populations. Sinon, on ne les aurait pas exclues de la préparation de ce sommet tout comme les Organisations non gouvernementales (ONG) locales. On oublie que les ressources humaines pour réfléchir sur la gouvernance forestière existent dans nos pays et ne se retrouvent pas seulement dans les bureaux climatisés. Ne croyez-vous pas que les peuples autochtones peuvent beaucoup nous apporter sur ce plan ?

Quelles sont les victimes des dégâts liés à l'exploitation forestière ou à la destruction des champs par les éléphants ? Quelle est leur place dans la réflexion à mener afin de trouver des solutions ? Il y a beaucoup de communication et de business climatique sans réelles solutions".

